

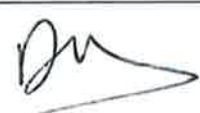




# CONSIGNE

INSTRUCTIONS GENERALES DE SECURITE APPLICABLES AUX ENTREPRISES  
EXTERIEURES ET AUX ORGANISMES EN COLLABORATION TRAVAILLANT SUR LE  
CENTRE CEA PARIS-SACLAY.


			
G. MEUNIER	S. RATEAU	R. MOUREAU	Y. BOURLAT
C. BOULLAIS	Vérificateur	A.Q	Emetteur
A	04/2018	NOM, FONCTION et VISA	
IND.	Date		
CEA PARIS-SACLAY 91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX		DRF/P-SAC/CQSE/CO/01	

	<b>CONSIGNE</b>  <b>INSTRUCTIONS GENERALES DE SECURITE  APPLICABLES AUX ENTREPRISES  EXTERIEURES ET AUX ORGANISMES EN  COLLABORATION TRAVAILLANT SUR LE  CENTRE CEA PARIS-SACLAY.</b>	<b>DRF/P-SAC/CQSE/CO/01</b>	
		<b>Indice A</b>  <b>04/2018</b>	Page 2/18

LISTE DE DIFFUSION	
Diffusion par mail	
DRF/P-SAC/DIR DRF/P-SAC/DIR Délégué DRF/P-SAC/CCSIMN DRF/P-SAC/SC DRF/P-SAC/USPS/DIR DRF/P-SAC/USPS/FLS-FAR DRF/P-SAC/USPS/FLS-SAC DRF/P-SAC/USPS/UA DRF/P-SAC/USPS/UAI DRF/P-SAC/USPS/SPRE DRF/P-SAC/USPS/SST/FAR DRF/P-SAC/USPS/SST/SAC DRF/P-P-SAC/CQSE/ISE-FAR DRF/P-P-SAC/CQSE/ISE-SAC DRF/P-PSAC/USST/DIR DRF/P-PSAC/USST/SPIC DRF/P-PSAC/USST/SLEM DRF/P-PSAC/USST/SVI DRF/P-PSAC/USST/CAQS Chefs d'Installation Coordonnateurs de Bâtiments ISI et AS Secrétaire du CHSCT RQ du Centre  Site intranet du Centre Paris-Saclay	


#### SUIVI DU DOCUMENT

INDICE	DATE	NATURE DE L'EVOLUTION	PAGES CHAPITRES
A	04/2018	Refonte et fusion de la procédure DRF/SAC/CQSE/PR/02/B du site de Saclay et de la circulaire sécurité n°6 du site de FAR.	Tout le document

	<b>CONSIGNE</b>  <b>INSTRUCTIONS GENERALES DE SECURITE  APPLICABLES AUX ENTREPRISES EXTERIEURES  ET AUX ORGANISMES EN COLLABORATION  TRAVAILLANT SUR LE CENTRE CEA PARIS-  SACLAY.</b>	<b>DRF/P-SAC/CQSE/CO/01</b>	
		<b>Indice A</b>  <b>04/2018</b>	Page 3/18

## Table des matières

1 – OBJET DU DOCUMENT .....	4
2 – CHAMP D'APPLICATION .....	4
3 – DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT L'HYGIENE ET LA SECURITE 4	
3.1 – Règles de base .....	4
3.2 – Coordination CEA/Entreprises Extérieures. ....	5
3.3 – Coordination CEA/Organisme en collaboration. ....	5
3.4 – Les interlocuteurs des entreprises extérieures et des organismes en collaboration dans le domaine de la sécurité5	
3.4.1 – Les services supports .....	5
3.4.2 - Les installations .....	6
4 DISPOSITIONS AVANT L'EXECUTION DES OPERATIONS .....	7
4.1 - Dispositions générales .....	7
4.2 - Le personnel .....	7
4.2.1 - Autorisation d'accès .....	7
4.2.2 - Aptitude médicale .....	8
4.2.3 - Fiche Professionnelle Nominative (FPN).....	8
4.2.4 - Personnel classé vis à vis du risque d'exposition aux rayonnements .....	8
4.2.5 - Habilitations ou autorisations particulières .....	9
4.3 - Accès sur les sites .....	9
4.3.1 – Accès de courte durée .....	9
4.3.2 – Accès de longue durée (plus de 32 jours à un an, renouvelable) .....	10
4.4 - Accueil dans l'installation .....	10
5 - DISPOSITIONS PARTICULIERES PENDANT L'EXECUTION DES OPERATIONS.....	11
5.1 - Règlements intérieurs .....	11
5.1.1 - Personnes mineures.....	11
5.1.2 - Circulation routière .....	11
5.1.3 - Accès aux restaurants .....	11
5.2 - Utilisation de matériel .....	11
5.3 – Travail en hauteur .....	12
5.4 - Utilisation de substance ou préparation dangereuse .....	13
5.5 - Travail isolé.....	13
5.6 – Travaux par points chauds.....	13
5.7 - En cas d'accident ou d'incident .....	13
5.7.1 - Signaux d'alerte.....	13
5.7.2 – Plan d'Urgence Interne (P.U.I – sites de Saclay et de FAR).....	13
5.7.3 – Appel des secours .....	14
5.7.4 - Transport des victimes .....	14
5.7.5 - Déclaration d'accident .....	15
5.8 - Evolution de la prestation .....	15
6 - DISPOSITIONS PARTICULIERES APRES EXECUTION DES OPERATIONS .....	16
6.1 - Gestion des déchets .....	16
6.2 - Gestion du personnel .....	16
ANNEXE 1 : GLOSSAIRE .....	17

	<b>CONSIGNE</b>  <b>INSTRUCTIONS GENERALES DE SECURITE  APPLICABLES AUX ENTREPRISES EXTERIEURES  ET AUX ORGANISMES EN COLLABORATION  TRAVAILLANT SUR LE CENTRE CEA PARIS-  SACLAY.</b>	<b>DRF/P-SAC/CQSE/CO/01</b>	
		<b>Indice A</b>  <b>04/2018</b>	Page 4/18

## 1 – OBJET DU DOCUMENT

Ce document a pour objet de définir les instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures ou aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay.

Depuis février 2017, le Centre CEA Paris-Saclay comprend notamment le site de Saclay et le site de Fontenay-aux-Roses (FAR). Au site de Saclay sont principalement rattachés, l'Orme des merisiers, le SHFJ à l'Hôpital d'Orsay, NANO-INNOV et le PONANT. Au site de FAR sont principalement rattachés le site d'Evry et le SRHI à l'Hôpital Saint-Louis. Dans la suite de ce document, l'appellation Centre Paris-Saclay concernera donc les sites de SACLAY et de FAR et leurs implantations rattachées.

Ce document doit être :

- référencé dans tous les contrats de prestation, dont l'exécution implique des travaux sur le centre Paris-Saclay, par l'unité émettrice du contrat ou le service commercial, selon le type de procédure commerciale retenue,
- référencé dans tout accord de coopération scientifique ou technique, dont l'exécution implique un travail sur le Centre Paris-Saclay, par l'unité du CEA coopérant,
- remis à tout responsable ou représentant d'entreprise extérieure ou d'organisme en collaboration exécutant un travail sur le Centre Paris-Saclay lors d'une réunion d'accueil, d'ouverture de travaux ou de coordination en tant que de besoin.

## 2 – CHAMP D'APPLICATION

Ce document est applicable aux entreprises extérieures et aux organismes publics français ou étrangers et aux sociétés ayant une convention de collaboration ou d'hébergement avec le CEA et intervenant dans des locaux dépendant du Centre Paris-Saclay, y compris les unités rattachées telles que définies dans la NIG 689.

Ce document s'applique à toutes les personnes venant travailler sur ces sites à l'exception des salariés CEA, des stagiaires dépendant du CEA et des visiteurs.


## 3 – DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT L'HYGIENE ET LA SECURITE

### 3.1 – Règles de base

Les Entreprises Extérieures sont tenues sur le Centre Paris-Saclay au respect :

- Des lois et règlements en vigueur.
- De certaines règles imposées contractuellement par le Centre Paris-Saclay, à savoir dans l'ordre de prévalence :
  - Le Règlement Intérieur de l'établissement concerné (Saclay ou FAR).
  - Les Instructions Générales de Sécurité du Centre Paris-Saclay.
  - Les présentes instructions.
  - Des règles spécifiques mentionnées dans les cahiers des charges.
  - Des règles spécifiques du référentiel des installations.

En conséquence, les entreprises extérieures et les organismes s'engagent à faire respecter par leur personnel ces diverses lois et règles dont l'essentiel fait l'objet des présentes instructions.

	<p style="text-align: center;"><b>CONSIGNE</b></p> <p style="text-align: center;"><b>INSTRUCTIONS GENERALES DE SECURITE APPLICABLES AUX ENTREPRISES EXTERIEURES ET AUX ORGANISMES EN COLLABORATION TRAVAILLANT SUR LE CENTRE CEA PARIS- SACLAY.</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>DRF/P-SAC/CQSE/CO/01</b></p>	
		<p style="text-align: center;"><b>Indice A</b></p> <p style="text-align: center;"><b>04/2018</b></p>	<p style="text-align: center;">Page 5/18</p>

### 3.2 – Coordination CEA/Entreprises Extérieures.

Cette coordination est prévue et appliquée au titre des textes suivants :

- 1) décret n° 92-158 du 20 février 1992, complétant le code du travail (R4511-1, R4512-1, R4513-1, R4514-1) et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- 2) décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, modifiant le code du travail (R4532-2, R4533-6) et relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil.
- 3) arrêté du 26 avril 1996 pris en application de l'article R4511-1 du code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure.
- 4) arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R4512-1 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention.
- 5) article R4451-1 du code du travail relatif à la coordination générale des mesures de prévention en matière de radioprotection.

### 3.3 – Coordination CEA/Organisme en collaboration.


En vertu de l'article R4511 du code du travail, le CEA considère que l'ensemble des dispositions du décret n° 92-158 s'applique par extension aux travaux réalisés sur les sites CEA dans le cadre d'un partenariat ou d'un accord de collaboration scientifique avec un autre organisme de recherche, de même pour l'arrêté du 26 avril 1996. Dans ce cadre, le plan de prévention relatif au décret cité ci-dessus est renommé : plan de coordination de la prévention.

### 3.4 – Les interlocuteurs des entreprises extérieures et des organismes en collaboration dans le domaine de la sécurité

#### 3.4.1 – Les services supports

La responsabilité générale de la sécurité des personnes et des biens du site incombe au Directeur du Centre, qui est assisté, pour l'exercice de cette responsabilité, par un Directeur Délégué à la Sûreté et à la Sécurité. Pour cela il s'appuie sur deux Ingénieurs de Sécurité d'Etablissement (ISE/SAC et ISE/FAR) et des unités de soutien et de contrôle :

**ISE : l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement** est en charge dans le domaine de la sécurité du travail, pour le compte du Directeur, de faire respecter notamment la réglementation en vigueur, du contrôle de second niveau, du soutien aux installations, du suivi des accidents, du CHSCT CEA et CHSCT élargi, interlocuteur des autorités (notamment inspection du travail, contrôleur de la CRAMIF), ...

	<b>CONSIGNE</b>  <b>INSTRUCTIONS GENERALES DE SECURITE APPLICABLES AUX ENTREPRISES EXTERIEURES ET AUX ORGANISMES EN COLLABORATION TRAVAILLANT SUR LE CENTRE CEA PARIS- SACLAY.</b>	<b>DRF/P-SAC/CQSE/CO/01</b>	
		<b>Indice A</b>  <b>04/2018</b>	<b>Page</b> <b>6/18</b>

**CQSE : la Cellule Qualité Sécurité Environnement** assure notamment le contrôle de 2<sup>ème</sup> niveau dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité du travail pour le compte du Directeur de Centre (chantiers, documents réglementaires...). Cette cellule est dirigée par l'ISE/SAC.

**UA et UAI : les unités d'Accueils (UA à Saclay et UAI à FAR)** gèrent les formalités d'accès sur le Centre (délivrance des badges pour le personnel CEA et entreprises extérieures ainsi que les laissez-passer pour les visiteurs).

**FLS : les Formations Locales de Sécurité** (une FLS distincte pour chacun des sites de Saclay et de FAR) assurent la protection permanente des personnes, des biens et des sites, la prévention contre les risques d'incendie et de malveillance et l'intervention lors d'accident ou d'incident de toute nature.

**SST : les Services de Santé au Travail** (un SST pour chacun des établissements FAR et Saclay) outre leur mission de suivi médical du personnel du Centre, assistés du LBM (Laboratoire de Biologie Médicale à Saclay), pratiquent certains examens médicaux pour le personnel d'entreprises extérieures et d'organismes en collaboration et assurent le fonctionnement de l'infirmerie.

**USST : les Unités de Soutien Scientifique et Technique** sont chargées de la gestion du patrimoine, de la maintenance et de l'exploitation des utilités et des équipements généraux des sites, des travaux, des contrôles et essais périodiques.

**SPRE : Le Service de Protection contre les Rayonnements et de surveillance de l'Environnement** a pour mission de veiller à la radioprotection des personnes, du site et de l'environnement. Cette mission s'applique pour toutes les personnes présentes sur le site dans les domaines suivants :

- prévention contre les risques dus aux rayonnements ionisants,
- surveillance et contrôle des niveaux de rayonnement et des expositions des personnes,
- surveillance environnementale,
- intervention en cas d'incident ou d'accident à caractère radioactif,
- formation des salariés à la radioprotection.
- interlocuteur des Personnes Compétentes en Radioprotection des EE.

**SC : le Service Commercial** a notamment pour mission de formaliser, au moyen d'un contrat, les engagements et responsabilités du Titulaire d'une prestation réalisée pour le compte du CEA.


Le directeur de centre délègue une partie de ses responsabilités dans le domaine de la sécurité aux chefs d'installation, cette délégation est définie dans la MR n° 5.

### 3.4.2 - Les installations

Une installation est un ensemble bien délimité sur le plan géographique et cohérent sur le plan technique et sur celui des moyens. Aucun élément du périmètre du site ou rattaché à celui-ci ne peut se situer en dehors d'une installation.

Le chef d'installation (CI) ou le Responsable de Contrat d'Installation (RCI) est responsable de la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement dans le périmètre de son installation. A ce titre, dans son périmètre, toute activité pouvant avoir un impact sur la sécurité est soumise à son accord préalable (travaux : signature des bons d'intervention, autorisations : conduite de ponts roulants, opérations électriques, ...).

Le chef d'installation (CI) et le Chef d'Installation suppléant (CIs) sont assistés par une équipe d'acteurs de la sécurité, ingénieur de sécurité d'installation (ISI), animateur de sécurité (AS), correspondant

	<b>CONSIGNE</b>  <b>INSTRUCTIONS GENERALES DE SECURITE          APPLICABLES AUX ENTREPRISES EXTERIEURES          ET AUX ORGANISMES EN COLLABORATION          TRAVAILLANT SUR LE CENTRE CEA PARIS-          SACLAY.</b>	<b>DRF/P-SAC/CQSE/CO/01</b>	
		<b>Indice A</b>  <b>04/2018</b>	<b>Page</b> <b>7/18</b>

travaux, correspondant déchets qui sont en interface avec les entreprises extérieures et les organismes en collaboration.

Les noms et les coordonnées téléphoniques des acteurs de la sécurité de l'installation sont affichés à l'entrée de celle-ci ainsi que la liste des personnes autorisées à signer des documents relatifs à la sécurité (bons d'intervention, permis de feu).

Les installations du centre présentant des risques particuliers (INB, ICPE, chimiques, biologiques, mécaniques, ...) ont des règles de sécurité spécifiques. Ces dispositions sont communiquées aux entreprises extérieures par l'un des responsables sécurité de l'installation lors de leur accueil dans celle-ci, ou lors d'une réunion d'inspection commune, d'un plan de prévention, de la signature d'un BI ou de la réalisation d'un permis de feu.

## 4 - DISPOSITIONS AVANT L'EXECUTION DES OPERATIONS

### 4.1 - Dispositions générales

Toute opération effectuée sur les sites, y compris les livraisons, est soumise à l'existence d'un contrat commercial, d'une convention ou d'un accord de collaboration ou d'hébergement.

En particulier, l'entreprise titulaire doit, le cas échéant, communiquer au CEA les noms et références de ses sous-traitants devant intervenir sur le site, le plus tôt possible et en tout état de cause avant le début de la prestation de ceux-ci afin d'obtenir l'accord du CEA sur le principe et les modalités de cette sous-traitance. Un formulaire d'acceptation de sous-traitance est disponible auprès du chargé d'affaires CEA et du service commercial.

### 4.2 - Le personnel

#### 4.2.1 - Autorisation d'accès


Les personnels extérieurs au CEA doivent obtenir une autorisation d'accès sur le site. Cette autorisation peut être "ponctuelle", si la durée de la présence sur le site est inférieure, sur une année civile, à **32 jours consécutifs ou non**, ou "longue durée", dans le cas contraire.

Dans le cas **d'opérations de courte durée**, l'unité du CEA concernée établira une demande d'autorisation d'accès ponctuelle au moins trois jours avant le début de l'opération pour les ressortissants de l'Union Européenne et 20 jours pour les non ressortissants.

Pour l'établir, elle demandera à l'entreprise extérieure de renseigner et de signer une attestation de l'employeur. Ce document doit être envoyé (y compris sous forme électronique) par l'entreprise à son correspondant CEA deux jours avant le début de l'opération.

La demande se traduira par l'attribution d'un badge individuel et personnalisé à chaque agent. Ce badge sera retiré au bureau d'accueil en échange d'une pièce d'identité.

Dans le cas **d'opérations de longue durée**, l'entreprise fera une demande d'autorisation d'accès longue durée au moins 2 mois avant le début de l'opération. La demande se traduira, si le dossier définitif n'est pas prêt, par l'attribution d'un badge provisoire à chaque agent. Ce badge aura une validité limitée dans le temps (1 mois) et permettra l'accès au centre sur simple présentation à la porte d'entrée. L'agent

	<p style="text-align: center;"><b>CONSIGNE</b></p> <p style="text-align: center;"><b>INSTRUCTIONS GENERALES DE SECURITE APPLICABLES AUX ENTREPRISES EXTERIEURES ET AUX ORGANISMES EN COLLABORATION TRAVAILLANT SUR LE CENTRE CEA PARIS- SACLAY.</b></p>	<p style="text-align: right;"><b>DRF/P-SAC/CQSE/CO/01</b></p>	
		<p style="text-align: center;"><b>Indice A</b></p> <p style="text-align: center;"><b>04/2018</b></p>	<p style="text-align: right;">Page 8/18</p>

extérieur doit se présenter avant sa date d’expiration au bureau des badges pour obtenir un badge sécurisé. La durée de validité d’un badge longue durée est limitée à 1 an.

#### 4.2.2 - Aptitude médicale

En application de l’article R4624-16 du code du travail, le personnel doit être reconnu apte au travail, vis-à-vis des risques dus au secteur d’activité de l’entreprise et doit pouvoir fournir sur demande son attestation de suivi médical ou son avis d’aptitude au travail. En cas d’opérations de longue durée, la fourniture de l’attestation ou de l’avis est obligatoire.

Les personnels en collaboration ou les artisans doivent fournir l’attestation de suivi ou l’avis d’aptitude signé par leur médecin traitant.

#### 4.2.3 - Fiche Professionnelle Nominative (FPN)

Si le fait de travailler dans certains secteurs ou pour certaines activités particulières au CEA Centre Paris-Saclay engendre des risques spécifiques mentionnés dans le Décret n° 2016-1908 du 27 décembre 2016, le(s) chef(s) d’installation du (des) secteur(s) concerné(s) établit (établissent) une **fiche professionnelle nominative (FPN)**, selon le modèle CEA. Cette fiche mentionne uniquement les risques apportés par le travail dans les locaux du CEA, à l’exclusion des risques propres au métier de l’entreprise. Cette fiche est visée par le chef d’entreprise, ou son représentant, **et** le salarié, **avant** le début de l’opération.

La FPN sera transmise par l’installation d’accueil au salarié de l’entreprise extérieure sur simple demande de sa part auprès de l’ISI ou du CI.

Pour chaque salarié, des examens complémentaires seront éventuellement définis par le Service de Santé au Travail (SST) du site de Saclay ou de FAR concerné en fonction des informations figurant sur la fiche professionnelle nominative.

Dans ce cas, l’entreprise doit :


- fournir au SST la liste de son personnel présent,
- prendre rendez-vous avec le SST (secrétariat des Entreprises Extérieures) 10 jours avant l’exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu’une visite médicale indique l’absence de contre-indication au poste de travail,
- faire passer les examens complémentaires prescrits par le SST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants, et prendre les frais à sa charge,
- en cas de surveillance radiotoxicologique (travail en zone potentiellement contaminée), exiger de son personnel qu’il se présente au SST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu’il y a eu interruption) et le dernier jour d’exécution desdites prestations, afin qu’un point zéro spectrométrique et qu’un point de fin d’opération soient effectués selon les prescriptions du SST,
- signaler au SST chaque arrivée ou départ de personnel.

Ces modalités sont confirmées, voire affinées, au cours de la réunion d’inspection commune (RIC).

Dans le cas d’un travail dans une installation nucléaire de base (INB), les salariés doivent être suivis par un service médical habilité pour le domaine nucléaire.

#### 4.2.4 - Personnel classé vis-à-vis du risque d’exposition aux rayonnements

Les personnels classés A ou B vis-à-vis de la radioprotection doivent être munis d’un carnet d’accès, d’un film dosimètre passif et nominatif, d’une attestation de formation CEFRI (incluant la journée spécifique “ Centre de recherche ”) et présenter une aptitude médicale à jour.

	<b>CONSIGNE</b>  <b>INSTRUCTIONS GENERALES DE SECURITE  APPLICABLES AUX ENTREPRISES EXTERIEURES  ET AUX ORGANISMES EN COLLABORATION  TRAVAILLANT SUR LE CENTRE CEA PARIS-  SACLAY.</b>	<b>DRF/P-SAC/CQSE/CO/01</b>	
		<b>Indice A</b>  <b>04/2018</b>	Page 9/18

Si le dosimètre opérationnel détenu par le salarié d'une entreprise extérieure ou le collaborateur d'un organisme n'est pas compatible avec le système du CEA (DOSICARD); le CEA leur remet un dosimètre opérationnel à lecture directe nominatif, attribué pour la durée de l'opération et qui doit être rendu à la fin de celle-ci. Les résultats de cette dosimétrie sont mis à la disposition des entreprises par l'intermédiaire de la PCR (Personne Compétente en Radioprotection) de l'entreprise.

En complément de la dosimétrie opérationnelle, le CEA se réserve le droit d'exécuter un contrôle par spectrométrie gamma du personnel dès le début de l'opération. Cet examen est renouvelé en fin d'opération.

#### 4.2.5 - Habilitations ou autorisations particulières

Certaines opérations réalisées sur le Centre Paris-Saclay nécessitent des habilitations ou autorisations particulières, définies par le code du travail, dans tout autre texte législatif ou interne CEA. Le CEA peut demander à chaque salarié un justificatif de celles-ci, validées par l'employeur, préalablement ou à tout moment de l'opération (exemple : travaux électriques, conduites de chariots automoteurs, ...). De plus, le salarié doit obtenir une autorisation de la part du chef d'installation du secteur concerné en cas d'utilisation de matériel appartenant au CEA (conduite de ponts roulants par exemple – voir paragraphe 5.2).

### 4.3 - Accès sur les sites

La direction de centre se réserve le droit d'interdire l'accès à toute personne sans justificatif qui ne respecterait pas la réglementation ou les règles internes notamment dans les domaines de l'Hygiène et de la Sécurité.


Outre les sites de FAR, de Saclay ainsi que l'Orme des merisiers, le terme accès concerne également les sites du SHFJ, de NANO-INNOV, du PONANT, d'EVRY et du SRHI qui possèdent leurs propres procédures d'accès à leurs sites ou leurs locaux.

Les paragraphes suivants rappellent les procédures en vigueur pour les deux seuls sites de Saclay et de FAR.

#### 4.3.1 – Accès de courte durée

Les personnes venant travailler **moins de 32 jours (consécutifs ou non)** sur une année civile doivent remplir des formalités lors de leur arrivée sur le site :

- **Horaires : le guichet d'accueil visiteurs est ouvert de 7h30 à 18h du lundi au vendredi**
- Documents nécessaires :
  - Pièce d'identité officielle avec photographie (carte d'identité ou passeport),
  - certificat de travail ou attestation de l'employeur,
  - carnet d'accès et dosimètre passif pour les personnels classés vis-à-vis du risque d'exposition aux rayonnements,
  - titres d'habilitation et/ou d'autorisation de l'employeur nécessaires pour effectuer la prestation.

	<b>CONSIGNE</b>  <b>INSTRUCTIONS GENERALES DE SECURITE          APPLICABLES AUX ENTREPRISES EXTERIEURES          ET AUX ORGANISMES EN COLLABORATION          TRAVAILLANT SUR LE CENTRE CEA PARIS-          SACLAY.</b>	<b>DRF/P-SAC/CQSE/CO/01</b>	
		<b>Indice A</b>  <b>04/2018</b>	<b>Page</b> <b>10/18</b>

- Un dosimètre opérationnel (DOSICARD) est remis au bureau des films aux personnels classés vis-à-vis du risque d'exposition aux rayonnements.
- Les personnels pour lesquels une visite médicale est prévue dans le contrat ou l'accord se présentent au SST. Eventuellement un contrôle par spectrométrie gamma leur sera fait,
- Les personnes sont photographiées et se voient remettre un badge nominatif avec leur photo, en échange d'une pièce d'identité pour celles qui ne bénéficient pas d'un badge longue durée.

#### 4.3.2 – Accès de longue durée (plus de 32 jours à un an, renouvelable)

Les personnes venant travailler sur une année civile **plus de 32 jours (consécutifs ou non)** doivent remplir des formalités suivantes :


***Horaires : le bureau d'accueil des entreprises est ouvert de 7h30 à 12h et de 13h30 à 16h du lundi au vendredi.***

La demande d'autorisation d'accès (liasse Laissez-Passer Entreprise (L.P.E) a trois feuillets identiques autoduplicants), renseignée par le service demandeur et complétée par l'entreprise et l'intervenant, doit être transmise sur chaque site à l'Unité d'Accueil (UA ou UAI) au moins deux mois avant le début de l'opération, accompagnée du triptyque (Sphère du Nucléaire, L.P.E.), rempli par l'intervenant, d'une photographie d'identité et d'une photocopie de sa pièce d'identité (passeport ou CNI).

Lors de son premier accès, l'intervenant doit présenter l'original de sa pièce d'identité et de son attestation médicale d'aptitude au travail, délivrée par un Service de Santé au Travail habilité (certificat d'un médecin de ville par dérogation pour les artisans et professions libérales).

#### 4.4 - Accueil dans l'installation

Tout salarié d'une entreprise extérieure ou d'un organisme en collaboration venant travailler sur le Centre Paris-Saclay doit se présenter au correspondant CEA préalablement désigné. Ce correspondant présente, si nécessaire, la personne au chef d'installation du secteur correspondant ou à son représentant. Celui-ci rédige, le cas échéant, une autorisation de travail (Plan de prévention, Plan de coordination de la prévention, bon d'intervention...) après vérification des titres d'habilitation et/ou autorisation de l'employeur.

	<b>CONSIGNE</b>  <b>INSTRUCTIONS GENERALES DE SECURITE          APPLICABLES AUX ENTREPRISES EXTERIEURES          ET AUX ORGANISMES EN COLLABORATION          TRAVAILLANT SUR LE CENTRE CEA PARIS-          SACLAY.</b>	<b>DRF/P-SAC/CQSE/CO/01</b>	
		<b>Indice A</b>  <b>04/2018</b>	<b>Page</b> <b>11/18</b>

## 5 - DISPOSITIONS PARTICULIERES PENDANT L'EXECUTION DES OPERATIONS

### 5.1 - Règlements intérieurs

Les règlements intérieurs des établissements Saclay et FAR du Centre Paris-Saclay s'appliquent intégralement à toutes les personnes présentes dans les différents établissements.

#### 5.1.1 - Personnes mineures

A l'exception de certaines visites gérées par la direction du centre (service de la communication) l'accès des sites est interdit aux personnes âgées de moins de 18 ans. Pour le site de Saclay, un accueil spécifique des personnes mineures est réalisé par l'ISE.

#### 5.1.2 - Circulation routière

Le code de la route s'applique intégralement sur les sites.

La vitesse est globalement limitée à 40 km/heure et certaines zones à 30 km/heure pour le site de Saclay, 25 km/heure pour FAR et 20 km/heure pour Evry.

En cas d'infraction, le conducteur peut se voir interdire l'accès aux sites au volant d'un véhicule.

#### 5.1.3 - Accès aux restaurants

L'accès aux restaurants d'entreprise implantés sur les sites du Centre Paris-Saclay est autorisé au personnel non CEA. Le port de vêtements de travail est interdit dans les restaurants d'entreprise, une tenue civile est exigée.

Suivant les sites, des locaux de restauration sont éventuellement mis à disposition des salariés des entreprises extérieures ainsi que des vestiaires et des douches.


Il est interdit de prendre ses repas en dehors des lieux prévus à cet effet.

### 5.2 - Utilisation de matériel

Le chef de l'entreprise extérieure, ou son représentant sur le site, prend toutes les mesures pour que son personnel dispose du matériel nécessaire pour l'exécution des travaux. Il s'assure que ces matériels sont conformes, en bon état et adaptés à la nature des opérations à accomplir compte tenu des conditions dans lesquelles celles-ci doivent se dérouler.

Lorsque l'opération nécessite l'emploi d'un matériel prêté ou loué par l'EE, celle-ci s'engage à ce que le matériel soit conforme aux normes de sécurité en vigueur, en particulier qu'il ait subi les contrôles et vérifications périodiques réglementaires. Le représentant de l'entreprise extérieure doit tenir à la disposition des responsables sécurité du CEA, les certificats d'agrément et les procès-verbaux de vérification correspondants.

Le CEA peut, **à titre exceptionnel et pour une raison motivée**, prêter du matériel aux entreprises. Ce prêt sera acté par un formulaire dûment renseigné et visé par les deux parties.

	<b>CONSIGNE</b>  <b>INSTRUCTIONS GENERALES DE SECURITE APPLICABLES AUX ENTREPRISES EXTERIEURES ET AUX ORGANISMES EN COLLABORATION TRAVAILLANT SUR LE CENTRE CEA PARIS- SACLAY.</b>	<b>DRF/P-SAC/CQSE/CO/01</b>	
		<b>Indice A</b>  <b>04/2018</b>	Page 12/18

L'entreprise utilisatrice du matériel supporte les conséquences pécuniaires des accidents de toute nature dont le personnel de la société ou des tiers pourraient être victimes du fait de l'utilisation par leurs agents du matériel mis à leur disposition par le CEA.

L'entreprise utilisatrice répond dans les mêmes conditions des dommages matériels qui pourraient atteindre ses biens propres ainsi que les biens des tiers.

Les matériels qui ont été utilisés en zone contaminante ou en zone non contaminante au sens du zonage déchets font l'objet, avant sortie de l'installation, d'un contrôle de propreté radiologique selon les dispositions prévues par le SPRE.

### 5.3 – Travail en hauteur

#### **Escabeau, plate-forme individuelle roulante (PIR) et plate-forme individuelle roulante légère (PIRL)**

Selon le décret n° 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés :

- en cas d'impossibilité de recourir à un équipement assurant la protection collective ou individuelle des travailleurs (PIRL ou PIR) du fait d'un encombrement des locaux par exemple ET lorsque l'évaluation du risque est faible ET qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.

*Dans ce cas, sur le Centre Paris-Saclay, ces équipements ne peuvent être utilisés qu'après la réalisation d'une analyse des risques écrite et signée par le chef d'installation ou son délégataire (analyse consignée généralement dans les plans de prévention ou les bons d'intervention). A noter que l'utilisation d'un escabeau ne peut se faire qu'à deux intervenants, l'un des deux assurant la stabilité de l'équipement.*

#### **Harnais de sécurité :**


Toute personne amenée à utiliser un harnais de sécurité sur le site doit avoir été formée à son utilisation par son entreprise et pouvoir présenter une attestation de formation de son employeur. Elle doit avoir été reconnue apte à son port par le médecin du travail. L'entreprise extérieure doit fournir, à la demande du CEA, une attestation de conformité de moins de 1 an pour tout EPI de catégorie 3 (ex : harnais de sécurité et ses composantes) utilisé sur le site. En cas de non-conformité (usure apparente, pièce défectueuse ou manquante), le CEA confisque le matériel incriminé et en informe l'employeur concerné.

#### **Echafaudage :**

L'utilisation d'un échafaudage par une entreprise extérieure, doit respecter les prescriptions de l'arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages.

Dans ce cadre, le CEA se réserve la possibilité d'imposer un point d'arrêt des opérations pour vérifier le montage de l'échafaudage, contrôler le PV de conformité de l'échafaudage et les autres documents réglementaires (informations écrites relatives aux travaux prévus sur l'échafaudage, un schéma de montage constructeur et/ou une note de calcul attestant de la conformité de l'échafaudage en cas d'exploitation en configuration non prévue dans la notice de montage).

En cas de non-respect d'un des points ci-dessus, de constatation d'un équipement non-conforme (ex : dégradation, déformation, absence d'une ou plusieurs pièces) ou d'une exploitation inadaptée (ex : surcharge, fixation d'autres équipements non prévue dans la notice ou la note de calcul), le CEA en interdit immédiatement son exploitation.

	<b>CONSIGNE</b>  <b>INSTRUCTIONS GENERALES DE SECURITE          APPLICABLES AUX ENTREPRISES EXTERIEURES          ET AUX ORGANISMES EN COLLABORATION          TRAVAILLANT SUR LE CENTRE CEA PARIS-          SACLAY.</b>	<b>DRF/P-SAC/CQSE/CO/01</b>	
		<b>Indice A</b>  <b>04/2018</b>	<b>Page</b> <b>13/18</b>

## 5.4 - Utilisation de substance ou préparation dangereuse

Toute utilisation de substance ou préparation dangereuse, au sens du code du travail (Art. R4411-3) ou d'agent biologique pathogène (Art. R4421-3) doit avoir fait l'objet d'une autorisation préalable du chef d'installation. Celui-ci pourra éventuellement refuser son entrée sur le site.

Toute utilisation d'agent CMR est interdite, sauf en cas de justification impérieuse et explicite (art. R4412-59 et suivants). L'entreprise extérieure doit tenir à la disposition du CEA les fiches de données de sécurité des produits qu'elle utilise sur le site.

Il est interdit d'introduire de l'amiante et des matériaux contenant de l'amiante sous quelque forme que ce soit.

## 5.5 - Travail isolé

Le travail isolé sans mesures compensatoires est interdit en HNO; en cas de travail dans des locaux à risque non négligeable et en cas de travaux considérés comme dangereux. Par conséquent, les salariés d'entreprises extérieures doivent travailler à minima en binôme ou l'entreprise doit mettre en place des mesures permettant à son salarié d'être secouru dans les plus brefs délais en cas d'incident ou d'accident (ex : Détecteur Autonome de Travailleur Isolé (DATI) ou un autre moyen de communication).

En cas de prestation urgente qui n'aurait pu être programmée par avance, l'entreprise doit contacter son correspondant CEA.

## 5.6 – Travaux par points chauds

Dans le cas de travaux présentant un risque incendie dit travaux par points chauds (ex : soudage, découpage, meulage, utilisation de flammes nues), l'entreprise extérieure doit en informer son correspondant CEA au moins 48 h avant le début des travaux afin que soit élaboré un permis de feu avec l'ISI/AS. La durée de validité d'un permis de feu (pour une seule opération, en un même lieu et concernant le même matériel) ne peut pas excéder 5 jours ouvrés. Le cas échéant, une demande de renouvellement de permis de feu doit être faite 24h à l'avance.

Le permis de feu doit être affiché sur les lieux de l'opération.

## 5.7 - En cas d'accident ou d'incident

### 5.7.1 - Signaux d'alerte


Des signaux sonores peuvent être émis sur le Réseau de Diffusion d'Ordres (R.D.O.), par le P.C. Sécurité ou le Chef d'installation. Chaque signal d'alarme sonore est suivi d'un message en clair répété deux fois, précisant la nature du sinistre et les consignes à suivre.

### 5.7.2 – Plan d'Urgence Interne (P.U.I – sites de Saclay et de FAR).

Le Plan d'Urgence Interne (P.U.I.) prévoit les opérations à entreprendre en cas d'incident dont les conséquences nécessiteraient l'application de mesures dépassant le cadre d'action du responsable de l'installation touchée.

Le P.U.I. est déclenché par le Directeur du Centre (ou son représentant) sur proposition des experts ou du Chef d'Installation afin de mettre un ou plusieurs bâtiments en état d'alerte.

L'alerte est donnée par une sirène extérieure aux bâtiments.

	<b>CONSIGNE</b>  <b>INSTRUCTIONS GENERALES DE SECURITE          APPLICABLES AUX ENTREPRISES EXTERIEURES          ET AUX ORGANISMES EN COLLABORATION          TRAVAILLANT SUR LE CENTRE CEA PARIS-          SACLAY.</b>	<b>DRF/P-SAC/CQSE/CO/01</b>	
		<b>Indice A</b>  <b>04/2018</b>	<b>Page</b> <b>14/18</b>

En cas de consigne de mise à l'abri (précédée par le déclenchement du signal d'alerte), les personnes présentes sur le site doivent :

- rester confinées dans le bâtiment où elles se trouvent ou, si elles sont à l'extérieur, se rendre dans le bâtiment le plus proche,
- mettre à l'abri les personnes se trouvant à l'extérieur sur le Centre,
- signaler leur présence aux occupants du bâtiment,
- fermer les portes et fenêtres,
- respecter les consignes et écouter les messages diffusés par le réseau de diffusion d'ordre,
- n'utiliser les lignes téléphoniques filaires que pour des raisons de sécurité.

Les points de regroupements (à l'extérieur des bâtiments) et de rassemblements (à l'intérieur des bâtiments) sont précisés par les représentants de l'installation lors de la rédaction des plans de prévention ou de la signature des bons d'intervention. Il peut être demandé aux salariés des entreprises extérieures ou aux collaborateurs de participer aux équipes locales de premier secours (ELPS).

#### 5.7.3 – Appel des secours

Pour ce qui concerne le Centre Paris-Saclay (sites de Saclay et de FAR), en cas d'accident, de blessure ou de malaise, il est **obligatoire** d'appeler la Formation Locale de Sécurité (FLS), soit en :

- utilisant les téléphones de sécurité de couleur rouge ou orange,
- composant le **18** sur un téléphone ordinaire fixe
- composant le **01.69.08.22.24 pour le site de Saclay** (y compris l'Orme des Merisiers) **ou le 01.46.54.90.00 pour le site de FAR** (hors Evry) à partir d'un téléphone portable.
- employant un boîtier à bris de glace d'appel FLS.

Lors de l'appel, il convient de préciser le lieu de l'accident, sa nature et son importance.

S'agissant de l'appel des secours, pour les sites du SHFJ, du PONANT, de NANO-INNOV, du SRHI et d'EVRY, des dispositions particulières sont applicables et communiquées sur place par le Chef d'Installation.

Toute personne travaillant dans une zone réglementée où il existe des risques d'exposition aux rayonnements ionisants doit avoir été informée des mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident par l'installation.

**Tout incident ou accident radioactif doit être immédiatement signalé à un responsable de l'installation et au SPRE local** (dont les coordonnées sont indiquées lors du plan de prévention ou à la signature du bon d'intervention).

#### 5.7.4 - Transport des victimes


Dans tous les cas :

- ➔ **il est interdit de se rendre à l'infirmerie par ses propres moyens,**
- ➔ **il est interdit de s'y faire transporter par un collègue.**

En particulier pour les sites de Saclay et de FAR, seule la Formation Locale de Sécurité est autorisée à transporter des victimes.

La Formation Locale de Sécurité dispose des moyens spécialisés, tant en personnel qu'en matériel, pour dégager une victime, le réanimer et le transporter.

L'infirmerie locale assure les premiers soins.

	<b>CONSIGNE</b>  <b>INSTRUCTIONS GENERALES DE SECURITE          APPLICABLES AUX ENTREPRISES EXTERIEURES          ET AUX ORGANISMES EN COLLABORATION          TRAVAILLANT SUR LE CENTRE CEA PARIS-          SACLAY.</b>	<b>DRF/P-SAC/CQSE/CO/01</b>	
		<b>Indice A</b>  <b>04/2018</b>	<b>Page</b> <b>15/18</b>

Le Médecin du SST peut faire procéder au transport de la victime, par ambulance, vers l'hôpital ou un centre spécialisé. Il appartient ensuite à l'entreprise de faire assurer le rapatriement de la victime à son domicile.

Les salariés incidentellement contaminés par des radioéléments sont transportés au bloc de décontamination du Centre Paris-Saclay (Site de Saclay, FAR et SHFJ) par le SPRE. Les victimes contaminées sont transportées par la Formation Locale de Sécurité assistée du SPRE.

#### 5.7.5 - Déclaration d'accident

En cas d'accident du travail dont serait victime un salarié du CEA, l'ingénieur de sécurité de l'installation de la CQSE concernée est immédiatement averti par le réseau interne du CEA.

L'ingénieur de sécurité prend contact avec la victime au plus tôt - donc, avant son départ du centre, si possible, ou à son retour après soins ou arrêt de travail - pour analyser les circonstances de l'accident, compléter le fichier interne des accidents et éditer la déclaration interne d'accident du travail.

Pour ce qui concerne les entreprises extérieures;

Pour Saclay : En cas d'accident du travail dont serait victime un salarié d'entreprise extérieure, la CQSE est également avertie par le SST.

Le chargé d'affaires de la CQSE en charge des EE pour Saclay ou l'ISE pour FAR informe l'ingénieur de sécurité de l'installation dans laquelle s'est produit l'accident par le biais de l'alerte mail GINA et transmet un questionnaire à l'entreprise extérieure.

Pour Saclay, dans un deuxième temps et en fonction de la gravité de l'accident, une analyse approfondie par la méthode de l'arbre des causes est réalisée avec la victime et des responsables de l'EE (ingénieur hygiène et sécurité, responsable de site, ...) et l'installation si besoin.


Pour FAR, selon la gravité de l'AT ou à la demande de l'ISE, une analyse par l'arbre des causes est réalisée avec la victime et des responsables de l'EE (ingénieur hygiène et sécurité, responsable de site, ...) et l'installation si besoin.

Les responsables d'entreprises communiquent au chargé d'affaire de la CQSE en charge des EE pour Saclay ou l'ISE pour FAR, les informations concernant les suites des accidents du travail (durée d'arrêt notamment) et le relevé des nombres d'heures effectivement travaillées sur le centre PARIS-SACLAY nécessaires au calcul des indicateurs et au bilan annuel présenté au CHSCT du CEA.

Les salariés d'entreprises extérieures impliqués dans un incident à caractère radiologique préviennent le Service de Protection contre les Rayonnements et de surveillance de l'Environnement (SPRE).

#### 5.8 - Evolution de la prestation

En cas de changement de personnel ou d'évolution de la prestation pendant l'exécution de celle-ci (évolution du planning ou des risques par exemple) il appartient au responsable de l'entreprise extérieure d'avertir le correspondant CEA afin de procéder à la mise à jour des documents (rédaction d'avenants ou fourniture de nouvelles habilitations par exemple).

	<b>CONSIGNE</b>  <b>INSTRUCTIONS GENERALES DE SECURITE  APPLICABLES AUX ENTREPRISES EXTERIEURES  ET AUX ORGANISMES EN COLLABORATION  TRAVAILLANT SUR LE CENTRE CEA PARIS-  SACLAY.</b>	<b>DRF/P-SAC/CQSE/CO/01</b>	
		<b>Indice A</b>  <b>04/2018</b>	<b>Page</b> <b>16/18</b>

## 6 - DISPOSITIONS PARTICULIERES APRES EXECUTION DES OPERATIONS

### 6.1 - Gestion des déchets

Suivant la nature des opérations réalisées sur le site, l'évacuation des déchets produits est à la charge de l'entreprise extérieure ou du CEA. Ceci doit être défini au contrat ou dans l'accord préalable (et précisé au plan de prévention s'il existe).

Il appartient à l'entreprise de déclarer la totalité des déchets produits à son correspondant CEA. Suivant la nature de ceux-ci (nucléaires ou non) et la zone de travail, le contrôle des déchets est adapté et une autorisation de les évacuer donnée par le correspondant CEA.


**Dans tous les cas**, si une entreprise évacue des déchets, ceux-ci doivent subir avant la sortie du centre un contrôle radiologique au " portique CRCV". A l'issue de ce contrôle, est délivré un bon de sortie qui est contrôlé à la sortie du centre par la FLS.

Il est rigoureusement interdit aux entreprises :

- d'introduire sur les sites du CEA des déchets provenant d'un chantier extérieur,
- de rejeter dans les réseaux d'effluents des produits chimiques, biologiques ou radioactifs.

### 6.2 - Gestion du personnel

Les personnels sont tenus de rendre leur badge d'accès avant la fin de la période de validité de celui-ci. Le dosimètre opérationnel remis éventuellement par le bureau des films doit également être rendu. Si des pièces d'identité ont été retenues à l'accueil, elles ne sont rendues que si les formulaires d'accompagnement (validation du laissez-passer, validation du protocole de sécurité, ...) ont été correctement complétés.

	<b>CONSIGNE</b>  <b>INSTRUCTIONS GENERALES DE SECURITE          APPLICABLES AUX ENTREPRISES EXTERIEURES          ET AUX ORGANISMES EN COLLABORATION          TRAVAILLANT SUR LE CENTRE CEA PARIS-          SACLAY.</b>	<b>DRF/P-SAC/CQSE/CO/01</b>	
		<b>Indice A</b>  <b>04/2018</b>	<b>Page</b> <b>17/18</b>

## ANNEXE 1 : GLOSSAIRE

**AS** : Animateur de Sécurité

**AT** : Accident de Travail

**BI** : Bon d'Intervention

**BAU** : Bouton d'Arrêt d'Urgence

**CEFRI** : Comité français de certification des Entreprises pour la Formation et le suivi du personnel travaillant sous Rayonnements Ionisants

**CHSCT** : Comité d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail

**CI** : Chef d'Installation

**CIs** : Chef d'Installation suppléant

**CMR** : Cancérigène Mutagène Reprotoxique

**CQSE** : Cellule Qualité Sécurité Environnement

**EE** : Entreprise Extérieure

**ELPS** : Equipe Locale de Premier Secours

**EPI** : Equipement de Protection Individuelle

**FLS** : Formation Locale de Sécurité

**FPN** : Fiche Professionnelle Nominative

**ICPE** : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement

**INB** : Installation Nucléaire de Base

**ISE** : Ingénieur de Sécurité d'Etablissement

**ISI** : Ingénieur de Sécurité d'Installation


**HNO** : Heures Non Ouvrables

**LPE** : Laissez-Passer d'Entreprise

**PCR** : Personne Compétente en Radioprotection

**PUI** : Plan d'Urgence Interne

**RCI** : Responsable de Contrat d'Installation

	<b>CONSIGNE</b>  <b>INSTRUCTIONS GENERALES DE SECURITE          APPLICABLES AUX ENTREPRISES EXTERIEURES          ET AUX ORGANISMES EN COLLABORATION          TRAVAILLANT SUR LE CENTRE CEA PARIS-          SACLAY.</b>	<b>DRF/P-SAC/CQSE/CO/01</b>	
		<b>Indice A</b>  <b>04/2018</b>	<b>Page</b> <b>18/18</b>

**RDO** : Réseau de Diffusion d'Ordres

**RIC** : Réunion d'Inspection Commune

**SC** : Service Commercial

**SPRE** : Service de Protection contre les Rayonnements et de surveillance de l'Environnement

**SST** : Service de Santé au Travail

**UA** : Unité d'Accueil (à Saclay)

**UAI** : Unité d'Accueil Internationale (à FAR)

**USST** : Unités de Soutien Scientifique et Technique